

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 116
N° 19

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 30
no Tiunu 1967

ABONNEMENTS

Un an Six mois 3 mois
(Francs Pacifique)

Polynésie française.	450 fr.	240 fr.	130 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	470 fr.	250 fr.	135 fr.
Etranger.....	600 fr.	350 fr.	200 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 25 fr. — Etranger : 35 fr.
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard
6 jours ouvrables avant la parution du journal.*

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-
nonces diverses : la ligne..... 40 fr.
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 20 fr.
Publications de sociétés philanthropiques,
littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 20 fr.
C.C.P. Papeete N° 1139 — B.P. N° 117

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Actes du Pouvoir Central

Textes officiels publiés à titre d'information

	Pages
1967 26 mai Décret portant acquisition de la nationalité fran- çaise. (Extraits)	426
3 juin Décret portant acquisition de la nationalité fran- çaise. (Extraits)	427

Actes du Gouvernement Local

1967 12 juin Arrêté n° 1905 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 67-61 du 29 mai 1967 complé- tant la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 de l'assemblée territoriale portant création et organisation du port autonome de Papeete	427
13 juin Arrêté n° 1923 FT portant exclusion définitive des marchés administratifs	428
13 juin Arrêté n° 1928 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 67-60 du 29 mai 1967 de l'as- semblée territoriale de la Polynésie française accordant à l'Etat français (Ministère des tra- vaux publics, des transports et du tourisme — sous-secrétariat à l'aviation civile — météoro- logie nationale) la location d'une parcelle de terre domaniale à Mopélia (Iles Sous-le-Vent)	428
14 juin Arrêté n° 1938 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'amicale des anciens du bataillon du Pacifique et du BIMP	429

14 juin Arrêté n° 1940 CD rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels, perçus au profit du budget local et des bud- gets communaux de Papeete, Pirae, et Faaa pour l'exercice 1967	429
14 juin Arrêté n° 1941 AA portant limitation de la vi- tesse des véhicules à Moorea	430
14 juin Arrêté n° 1943 AE portant approbation du bud- get 1967 de la chambre d'agriculture et d'éle- vage de la Polynésie française	431
14 juin Arrêté n° 1945 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé	431
15 juin Arrêté n° 1959 TP portant interprétation de l'article 1er de l'arrêté n° 494 E du 2 avril 1952 fixant le droit de délivrance des per- mis de conduire, des récépissés des déclara- tions de mise en circulation des véhicules à moteur et les droits de visites et de vérifica- tion des véhicules affectés à un service de transport	431
16 juin Décision n° 1980 FT accordant une subvention	432
16 juin Décision n° 1981 FT accordant une subvention	432
16 juin Arrêté n° 1982 AA rendant exécutoires des déli- bérations de l'assemblée territoriale de la Po- lynésie française : n° 67-57 du 25 mai 1967 accordant à la société « l'Huilerie de Tahiti », la location des terre-pleins de la zone por- tuaire et d'une partie du hangar-silo à coprah ; n° 67-58 du 25 mai 1967 portant exonération des droits de sortie sur l'huile de coprah et les tourteaux de coprah ; n° 67- 59 du 25 mai 1967 fixant la participation du territoire au capital de « l'Huilerie de Ta- hiti »	432
16 juin Décision n° 1984 FT accordant une subvention	436

1967 19 juin	Arrêté n° 1989 AA/D rendant exécutoire la délibération n° 67-54 du 2 mai 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française modifiant les articles 145 et 146 de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française .	436
20 juin	Décision n° 1997 FT accordant une subvention .	437
21 juin	Arrêté n° 2002 AA/D rendant exécutoire la délibération n° 67-33 du 6 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française accordant l'exonération des droits d'entrée aux objets d'art, de collection et d'antiquité (chapitre 99 du tarif des douanes) .	437
21 juin	Arrêté n° 2021 TLS modifiant l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés de la Polynésie française et l'arrêté n° 1385 IT du 10 octobre 1956 fixant le règlement intérieur de la caisse de compensation des prestations familiales de la Polynésie française .	438
21 juin	Arrêté n° 2022 AA portant classification du district de Tapuamu et déclassement du district de Ruutia (île de Tahaa — circonscription des îles Sous-le-Vent) .	439
21 juin	Arrêté n° 2023 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'amicale du Sud-Ouest et Pyrénées à Tahiti .	439
21 juin	Arrêté n° 2024 AA/F rendant exécutoire la délibération n° 67-62 du 29 mai 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française modifiant le budget de fonctionnement, exercice 1967 .	440
21 juin	Arrêté n° 2025 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé .	441
21 juin	Arrêté n° 2026 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé .	441
21 juin	Arrêté n° 2027 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive Samine d'Uturoa .	441
	Erratum à la décision n° 1412 PEL du 27 avril 1967 .	442
	Extraits .	442

Avis officiels

Service des affaires économiques.— Tableau récapitulatif des prix des matériaux de construction — Années 1964 - 1965 - 1966 .	445
Circonscription des îles du Vent.— Avis .	445
Service des douanes.— Cours des changes .	445

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires .	445
Annonces diverses .	447

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

TEXTES OFFICIELS PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

DÉCRET du 26 mai 1967 *portant acquisition de la nationalité française.* (J.O.R.F. du 4 juin 1967).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

.....
Hiu (Fook Tai), Papeete (Polynésie française), 07-08-34, NAT

.....
Jun Cheung (Baptiste), Faaa (Polynésie française), 21-03-41, NAT

Jun Cheung, née Tseng Hsuei Yung (Akuitahi), Papeete (Polynésie française), 28-06-41, NAT

Jun Cheung (Francis), Papeete (Polynésie française), 18-04-66, EFF

.....
Lai (John), Papeete (Polynésie française), 16-05-41, NAT

.....
Lee Siou (Ayou), Faaa (Polynésie française), 16-08-33, NAT
Lee Siou, née Yuen Sang (Niok Cheung), Hauino (Polynésie française), 05-03-34, NAT

.....
Loo-Wah (Léon), Papeete (Polynésie française), 06-12-41, NAT

.....
Tchan Fat (John), Papeete (Polynésie française), 10-02-49, NAT

Tchoung Koun Sai (Jean), Papeete (Polynésie française), 10-10-43, NAT

Article 2 :

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

.....
Choune (Jean-Christian) — Tchoung Koun Sai (Jean-Wui-Kim)

.....
Fujy (Anne) — Hiu (Fook Tai)

.....
Jeune (Baptiste-Julien) — Jun Cheung (Baptiste Jun Koenline)

Jeune (Anne) — Jun Cheung (Akuitahi)

Jeune (Francis) — Jun Cheung (Francis)

.....
Laine (Jean) — Lai (John)

Lovar (Léon) — Loo-Wah (Léon)

Tefan (Jean-Alexis) — Tchan Fat (John, Tching-Fout)

Yazot (Paul) — Lee Siou (Ayou)

Yazot, née Sanne (Jeannette) — Lee Siou, née Yuen Sang (Niok Cheung)

DÉCRET du 3 juin 1967 portant acquisition de la nationalité française. (J.O.R.F. du 11 juin 1967).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Chen (Kok Sine), Papeete (Polynésie française), 29-04-44, NAT

Leou-Tham (Julien), Papara (Polynésie française), 06-08-50, NAT

Leou-Tham (Julienne), Mataiea (Polynésie française), 27-11-45, NAT

Leou-Tham (Justin), Mataiea (Polynésie française), 18-12-47, NAT

Soc Cassiao (Tsocsoumène), Faaa (Polynésie française), 21-05-23, NAT

Article 2

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :

Chen (Jacques) — Chen (Kok Sine)

Sacault (Germaine) — Soc Cassiao (Tsocsoumène)

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETE n° 1905 AA/DOM du 12 juin 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-61 du 29 mai 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative

au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-61 du 29 mai 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, complétant la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 de l'assemblée territoriale portant création et organisation du port autonome de Papeete.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 12 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 67-61 du 29 mai 1967 complétant la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 de l'assemblée territoriale portant création et organisation du port autonome de Papeete.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 de l'assemblée territoriale portant création et organisation du port autonome de Papeete ;

Vu les arrêtés n°s 6 AA du 4 janvier 1967 et 561 AA en date du 22 février 1967 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu la lettre n° 1099 DOM en date du 10 mai 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 67-84 en date du 16 mai 1967 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 29 mai 1967,

Adopte :

Article 1^{er}.— Est complétée comme suit en son article 2 du titre I de la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 de l'assemblée territoriale portant création et organisation du port autonome :

« Est également comprise dans la circonscription territoriale « du port autonome de Papeete, la portion de domaine public « routier territorial partant du carrefour quai Galliéni — Rue « Bovis au carrefour dit des hydrocarbures. »

Le reste sans changement.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Une secrétaire,

Céline OOPA.

Le président,

Jacques TAURAA.

ARRÊTÉ n° 1923 FT du 13 juin 1967 portant exclusion définitive des marchés administratifs.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'article 35 de l'arrêté ministériel du 16 octobre 1946 fixant les clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs de travaux publics dans les territoires d'Outre-mer ;

Vu l'article 35 de l'arrêté n° 4158 TP du 14 décembre 1966 portant cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux passés au nom du territoire ;

Vu les manquements graves et répétés constatés à l'encontre des Etablissements Edwin Atger et Cie ;

Vu les observations présentées en défense,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Les Etablissements Edwin Atger et Cie sont définitivement exclus des marchés administratifs passés au nom de l'Etat ou du territoire.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 1928 AA/DOM du 13 juin 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-60 du 29 mai 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-60 du 29 mai 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française accordant à l'Etat français (ministère des travaux publics, des transports et du tourisme - sous-secrétariat à l'aviation civile - météorologie nationale) la location d'une parcelle de terre domaniale à Mopélia (Iles Sous-le-Vent).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 13 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 67-60 du 29 mai 1967 accordant à l'Etat français (Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme - sous-secrétariat à l'aviation civile-météorologie nationale) la location d'une parcelle de terre domaniale à Mopélia (Iles sous-le-vent).

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu l'acte administratif du 20 septembre 1955 accordant à l'Etat français la location d'une parcelle de terre domaniale de 5.000 mètres carrés à Mopélia ;

Vu les arrêtés n° 6 AA et 561 AA du chef de territoire, en date des 4 janvier et 22 février 1967, convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu la lettre n° 1088 DOM du 27 avril 1967 du chef de territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 26 avril ;

Vu le rapport n° 67-87 de la commission des affaires financières, économiques et sociales en date du 16 mai 1967 ;

Dans sa séance du 29 mai 1967,

Adopte :

Article 1^{er}.— Est accordée au profit de l'Etat français (Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme - sous-secrétariat à l'aviation civile - météorologie nationale), la location d'une parcelle de terre domaniale sise à Mopélia, d'une superficie de 1.500 mètres carrés et riveraine d'une autre parcelle de 5.000 mètres carrés déjà louée audit Etat français.

La présente location, d'une durée de 87 années (expiration en septembre 2054) est accordée au loyer symbolique d'un franc par an.

Art. 2.— L'Etat français (locataire) devra indemniser la compagnie française de Tahiti, représentée par M. Robert Hervé, pour les arbres à abattre sur le terrain présentement loué et appartenant à ladite compagnie qui les a plantés à titre de locataire de toute l'île.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

La secrétaire,
Céline OOPA.

Le président,
Jacques TAURAA.

ARRETE n° 1938 AA du 14 juin 1967 *autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'amicale des anciens du bataillon du pacifique et du BIMP.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 64-84 du 9 juillet 1964 de l'assemblée territoriale portant réglementation des loteries, rendue exécutoire par arrêté n° 1971 AA du 19 août 1964 ;

Vu la demande présentée par M. Louis Graffe, président de l'amicale des anciens du bataillon du Pacifique et du BIMP ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 14 juin 1967,

Arrête :

Article 1er.— M. Louis Graffe, président de l'amicale des anciens du bataillon du Pacifique et du BIMP est autorisé à organiser une loterie au capital de 5.000.000 francs composé de 25.000 billets à 200 francs l'un dont le produit sera exclusivement destiné aux dépenses de fonctionnement et aux œuvres sociales.

Art. 2.— Est autorisée l'attribution aux vendeurs de billets d'un billet gratuit pour neuf billets vendus.

Art. 3.— Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1er ci-dessus sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots.

Art. 4.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 5.— Les lots seront les suivants :

3 gros lots :

1er lot : 1.000.000 francs

2e lot : 500.000 francs

3e lot : 200.000 francs

Chaque autre billet du carnet du 1er lot : 50.000 X 9 : 450.000

Chaque autre billet du carnet du 2e lot : 25.000 X 9 : 225.000

Chaque autre billet du carnet du 3e lot : 10.000 X 9 : 90.000

Tous les billets se terminant par les deux derniers chiffres du billet qui aura gagné le gros lot seront remboursés, soit : 200 frs X 250 : 50.000

Ce qui fait un total de 280 gagnants.

Art. 6.— Le contrôle de la loterie sera assuré par une commission composée de :

M. le chef du service des affaires administratives
ou son représentant. Président

M. le président Jacques Tauraa, représentant de
l'assemblée territoriale. Membre

M. le trésorier payeur. »

M. Louis Graffe, président de l'amicale des anciens
du bataillon du Pacifique et du BIMP. »

Art. 7.— Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 6 avant toute émission, à cet effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant

l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

— la date du présent arrêté ;

— la date et le lieu du tirage ;

— le siège de l'œuvre bénéficiaire ;

— le montant du capital d'émission autorisé ;

— le prix du billet ;

— le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;

— l'obligation, pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre).

Les billets ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Leur placement sera effectué sans publicité et leur prix ne pourra en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Art. 8.— Le tirage aura lieu en une seule fois le 23 octobre 1967 à Papeete. Aucune autorisation de report de tirage ne sera plus accordée. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé. Les résultats de la tombola seront publiés au J.O.P.F. au frais de l'amicale.

Art. 9.— Préalablement au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social et les fonds recueillis seront versés à la caisse de M. le trésorier-payeur.

Art. 10.— Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor, avant le tirage des lots, ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 6.

Si dans le délai de trois mois après la date du tirage de la loterie les fonds et intérêts n'ont pas été retirés, ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 11.— Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots et les numéros gagnants ainsi que le procès-verbal du tirage et le compte rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéfices ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 12.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 1940 CD du 14 juin 1967 *rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels, perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete, Pirae, et Faaa pour l'exercice 1967.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 et les textes modificatifs subséquents, notamment les articles 160 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 4220 AA/F du 21 décembre 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le budget territorial pour 1967 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 14 juin 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles détaillés ci-dessous, perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete, Pirae et Faao, pour l'exercice 1967, s'élevant à la somme totale de : *Cent vingt deux millions cinq cent quatre vingt quatorze mille deux cent soixante-quatre francs* (122.594.264.-), savoir :

PERCEPTION DE PAPEETE

Rôle n° 17 - Exercice 1967.

I. — Recettes du budget local :

Patentes.....	43.455.075 »	
Licences.....	2.908.875 »	
Centimes addit. C. de Commerce..	4.355.078 »	
Taxe d'entraide sociale.....	8.173.082 »	
Taxe d'apprentissage.....	3.561.500 »	
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	9.312.750 »	
Total.....		71.766.360 »

II. — Recettes du budget communal de Papeete :

Centimes additionnels sur les contributions des patentes et des licences.....	32.447.775 »	
Taxe sur la valeur locative des locaux professionnels.....	15.018.008 »	
Total.....		47.465.783 »
Total de la perception.....		119.232.143 »

PERCEPTION DE TAHITI.

Rôle n° 18 - Exercice 1967.

I. — Recettes du budget local :

Patentes.....	665.556 »	
Licences.....	46.230 »	
Centimes addit. C. de Commerce..	70.006 »	
Taxe d'entraide sociale.....	184.000 »	
Taxe d'apprentissage.....	173.332 »	
Propriétés bâties.....	531.300 »	
Taxe sur les spectacles.....	845.981 »	
Sommes à répartir.....	482.078 »	
Total.....		2.998.483 »

II. — Recettes du budget communal de Papeete :

Centimes additionnels sur les contributions des patentes et des licences.....	172.014 »	
Centimes additionnels sur les propriétés bâties.....	13.229 »	
Taxe d'enlèvement d'ordures ménagères.....	10.349 »	
Taxe sur la valeur locative des locaux professionnels.....	165.796 »	
Total.....		361.388 »
Total de la perception.....		3.359.871 »

III. — Recettes du budget communal de Pirae :

Centimes addit. sur les contributions des licences.....	2.150 »	
Total.....		2.150 »
Total de la perception.....		2.150 »

IV. — Recettes du budget communal de Faao :

Centimes addit. sur les contributions des licences.....	100 »	
Total.....		100 »
Total de la perception.....		100 »
Total général.....		122.594.264 »

La date de mise en recouvrement des rôles visés ci-dessus est fixée au 31 juillet 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 1941 AA du 14 juin 1967 portant limitation de la vitesse des véhicules à Moorea.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-50 du 20 juin 1963 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant réglementation générale sur la police de la réglementation routière ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 14 juin 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sur la route de ceinture de l'île de Moorea, les vitesses maxima autorisées sont fixées comme suit :

- 50 km/h pour les véhicules poids lourds et les transports en commun ;
- 60 km/h pour les voitures de tourisme, les motocyclettes et vélomoteurs.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 1943 AE du 14 juin 1967 portant approbation du budget 1967 de la chambre d'agriculture et d'élevage de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 118 MAE du 5 février 1958 portant organisation de la chambre d'agriculture et d'élevage du territoire ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 14 juin 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est approuvé le budget 1967 de la chambre d'agriculture et d'élevage, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : 2.062.357 (deux millions soixante deux mille trois cent cinquante sept) francs.

Art. 2.— Est approuvé le compte définitif relatif à l'exécution du budget 1966 de la chambre d'agriculture et d'élevage arrêté en recettes à la somme de 1.930.527 (un million neuf cent trente mille cinq cent vingt sept) francs et en dépenses à la somme de 1.643.596 (un million six cent quarante trois mille cinq cent quatre-vingt seize) francs.

Est constatée une provision en excédent de recettes de : 286.931 (deux cent quatre-vingt six mille neuf cent trente et un) francs.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 1945 AA du 14 juin 1967 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Le Gouverneur de la Polynésie française, chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande de M. Laris Kindynis, directeur du club méditerranée ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 14 juin 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— M. Laris Kindynis, directeur du club méditerranée est autorisé à installer deux groupes électrogènes de 150 KVA chacun sur un terrain sis à Haapiti (Moorea). Ces groupes seront antiparasités, insonorisés et munis d'un échappement silencieux en sol.

Art. 2.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961 du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete le 14 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 1959 TP du 15 juin 1967 portant interprétation de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 494 E du 2 avril 1952 fixant le droit de délivrance des permis de conduire, des récépissés des déclarations de mise en circulation des véhicules à moteur et les droits de visites et de vérification des véhicules affectés à un service de transport.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 494 E du 2 avril 1952,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— L'article 1^{er} de l'arrêté n° 494 E du 2 avril 1952 est complété et interprété comme suit :

Ce droit (droit d'examen) doit être acquitté autant de fois que le candidat sollicite de permis différents.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 15 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

DÉCISION n° 1980 FT du 16 juin 1967 accordant une subvention.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les prévisions budgétaires,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Une subvention de cent dix mille (110.000) francs CP est accordée pour 1967 à l'association des étudiants de Tahiti à Paris.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 43, article 1, exercice 1967.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 16 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

DÉCISION n° 1981 FT du 16 juin 1967 accordant une subvention.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 ;

Vu les inscriptions du budget local 1967 ;

Vu la demande de la fédération des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre de Polynésie française ;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'enseignement,

DÉCIDE :

Article 1^{er}.— Une subvention de cinq cent mille (500.000) francs est accordée à la fédération des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre pour l'organisation d'une session pédagogique à l'intention des instituteurs de l'enseignement catholique.

Art. 2.— Les justifications de l'emploi de cette subvention devront être fournies au plus tard le 31 décembre 1967.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 45, article 5, exercice 1967.

Art. 4.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete le 16 juin 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

*Le chef du service des finances
et de la comptabilité,*
J. PÉRES.

ARRETE n° 1982 AA du 16 juin 1967 rendant exécutoires des délibérations de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 14 octobre 1967,

Arrête :

Article 1^{er}.— Sont rendues exécutoires les délibérations du 25 mai 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française :

n° 67-57 : accordant à la société "l'Huilerie de Tahiti", la location des terre-pleins de la zone portuaire et d'une partie du hangar-silo à coprah,

n° 67-58 : portant exonération des droits de sortie sur l'huile de coprah et les tourteaux de coprah,

n° 67-59 : fixant la participation du territoire au capital de "l'Huilerie de Tahiti".

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 16 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 67-57 du 25 mai 1967 accordant à la société "l'Huilerie de Tahiti", la location des terres-pleins de la zone portuaire et d'une partie du hangar-silo à coprah.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu l'article 19 de la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création du port autonome de Papeete ;

Vu la délibération n° 66-73 du 20 juin 1966 portant code des investissements ;

Vu la lettre n° 1086 SG en date du 24 avril 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu les arrêtés n°s 6 AA du 4 janvier 1967 et 561 AA en date du 22 février 1967 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu le rapport n° 67-89 en date du 23 mai 1967 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 25 mai 1967,

Adopte :

Article 1er.— Le territoire et le port autonome de Papeete sont autorisés à céder à bail à la société "l'Huilerie de Tahiti" société anonyme au capital de 35 millions de francs CFP, dont le siège est au port de Papeete :

1°) les terres-pleins de la zone portuaire situés à proximité du quai de cabotage suivant une délimitation qui sera établie par les services du port autonome de Papeete.

2°) une partie du hangar-silo à coprah s'y trouvant d'une superficie de 2.000 m², suivant une délimitation qui sera établie de manière identique.

Art. 2.— Cette location d'une durée de cinquante années sera consentie moyennant un loyer annuel qui sera fixé par référence aux taux pratiqués dans la zone portuaire.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Une secrétaire,
Céline OOPA.

Le président,
Jacques TAURAA.

PROJET DE BAIL

ENTRE :

Ci-après dénommé "le bailleur".

D'une part,

Et la société Huilerie de Tahiti, société anonyme en voie de formation, devant avoir son siège au port de Papeete.

Représentée par M. Julien Siu, soussigné, agissant au nom et comme administrateur unique des établissements Sin Tung Hing, eux-mêmes pris en qualité de fondateurs de la société Huilerie de Tahiti.

Ci-après dénommé "le preneur".

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Sous la condition suspensive ci-après stipulée, le bailleur donne par les présentes à bail pour une durée de cinquante années à compter de la réalisation de la condition suspensive ci-après stipulée, au preneur qui accepte,

Les biens immobiliers dont la désignation suit :

Désignation :

1° — Un terrain sis à Papeete dans l'enceinte du port, dépendant des terres-pleins de la zone portuaire, d'une superficie de limité :

2° — Le hangar à usage de silo à coprah édifié sur ledit terrain, d'une superficie de 2.000 m², formant partie d'un hangar plus important dont le surplus est expressément exclu du présent bail.

Ainsi que le tout existe et comporte sans exception ni réserve et sans qu'il soit nécessaire d'en faire une plus ample désignation, M. Siu, ès-qualités, déclarant connaître parfaitement les lieux loués pour les avoir vus et visités dans l'intention que la société Huilerie de Tahiti en devienne locataire.

Et tel au surplus que le terrain et le hangar loués figurent respectivement en teintes jaune et sur le plan
dressé par le dont un
exemplaire demeurera annexé à chacun des originaux des présentes.

Charges et conditions :

Le présent bail est fait aux charges et sous les conditions suivantes toutes de rigueur, que le preneur s'oblige à exécuter et accomplir, à peine de tous dommages-intérêts et même de résiliation des présentes, si bon semble au bailleur ;

1° — Le preneur prendra les lieux loués dans leur état actuel, sans pouvoir demander aucune diminution du loyer ci-après fixé, ni faire aucune réclamation pour vices de constructions ou défaut d'entretien du bâtiment, défaut de solidité du sol ou du sous-sol, différence entre les mesures sus-indiquées et celles réelles, toute différence en plus ou en moins quelle qu'elle soit devant en faire le profit ou la perte du preneur.

Un état des lieux sera dressé à la diligence et aux frais du preneur, contradictoirement avec le bailleur, le jour de l'entrée en jouissance.

2° — Le preneur utilisera les lieux loués impérativement et exclusivement pour y créer une huilerie à coprah, conformément à la convention passée à cet effet suivant autre acte de ce jour entre le territoire et le preneur.

La destination des lieux loués ne pourra en aucun cas être modifiée et notamment celle du hangar-silo à coprah qui sera exclusivement destiné au stockage du coprah à traiter.

3° — Le preneur jouira des servitudes actives et supportera celles passives, apparentes ou occultes, déclarées ou non, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques et périls, sans recours contre le bailleur et sans que la présente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait ou pourrait avoir en vertu de tous titres et de la loi, le tout cependant à la condition qu'aucune de ces servitudes ne puisse gêner d'une manière quelconque l'exercice normal des activités.

A cet égard, le bailleur déclare qu'il n'a créé ni laissé acquérir aucune servitude grevant les lieux loués et qu'à sa connaissance il n'en existe pas.

4° — Le preneur ne pourra rien faire ni laisser faire qui soit susceptible de détériorer les lieux loués, d'en réduire la valeur ou de porter atteinte aux droits de propriété du territoire ou du bailleur. Il s'oblige à prévenir immédiatement le bailleur de toutes usurpations, dégradations et détériorations qui seraient commises par des tiers, à peine d'en être tenu pour personnellement responsable.

5° — Le preneur aura la faculté, mais à ses frais exclusifs, de faire édifier sur le terrain loué tous bâtiments et installations de même que de modifier et aménager le bâtiment existant, sous les réserves du 2° ci-dessus, le tout dans la mesure nécessitée par la création et l'exploitation de l'huilerie qui sera implantée sur les lieux loués conformément à la convention précitée passée ce jour entre le territoire et le preneur.

Le preneur se conformera à toutes les prescriptions légales et réglementaires en matière de construction et d'exploitation d'établissements incommodes. Il fera son affaire personnelle de l'obtention de tout permis de construire et de tous alignements ou nivellements qui lui seraient imposés par l'administration, ainsi que de toutes autorisations d'exploiter et de toutes enquêtes préalables, le tout de manière que le bailleur ne soit jamais inquiété à ce sujet.

Dans le cas où certains dispositifs d'évacuation des eaux souillées et autres déchets de l'huilerie seraient imposés au preneur, le bailleur s'oblige à lui faciliter le passage de toutes canalisations et à autoriser tous travaux nécessaires dans la limite compatible avec le fonctionnement normal des activités du port et à la condition que le preneur en supporte les frais.

6° — Les bâtiments édifiés et tous travaux exécutés par le preneur pendant le cours du bail dans les lieux loués devront être maintenus jusqu'à l'expiration du bail. Le preneur n'aura pas le droit de les démolir sans une autorisation expresse et par écrit du bailleur et du territoire.

De même le preneur devra, pendant toute la durée du bail, entretenir les lieux loués ainsi que les constructions et installations édifiées par lui, en bon état de toutes réparations, même celles incombant habituellement ou légalement aux bailleurs, le tout à ses frais et sans recours contre le bailleur ni le territoire.

7° — Le bailleur se réserve, ainsi que le preneur y consent dès à présent, de faire exercer à tout moment par tout préposé de son choix, tous contrôles et vérifications tendant à s'assurer de la parfaite exécution par le preneur des obligations d'entretien lui incombant en vertu des présentes.

8° — Le preneur fera assurer par une ou plusieurs compagnies solvables et maintiendra assurés pendant toute la durée du bail, contre les risques d'incendie, risques locatifs, recours des voisins et tous autres risques habituellement couverts par les assurances, les bâtiments et les installations existant actuellement et qu'il viendra à faire édifier sur les lieux loués ; ces assurances couvrant également les stocks de coprah de même que ceux d'huile, tourteaux et d'une manière générale toutes matières premières et produits transformés.

Il acquittera régulièrement les primes et cotisations desdites assurances et justifiera du tout au bailleur à toute réquisition.

Les sommes, pour lesquelles lesdites assurances seront contractées, seront toujours égales à la valeur de reconstitution des biens assurés.

En cas de sinistre, et sauf accord contraire des parties, l'indemnité allouée sera obligatoirement employée à la reconstitution des biens sinistrés, sous le contrôle du bailleur et du territoire. Dans le cas d'insuffisance des indemnités allouées par les assurances, le preneur fera son affaire personnelle du fi-

nancement complémentaire de manière que les caractéristiques de l'huilerie avant le sinistre soient reconstituées tant sur le plan technique que financier.

Aucune réduction ni suspension de paiement du loyer ne pourra être réclamée par le preneur qui aura toujours, sous réserve des assurances contractées par lui, l'entière charge des risques d'incendie. De même, le bailleur ni le preneur ne pourront invoquer la résiliation du bail, les parties renonçant à se prévaloir aux dispositions de l'article 1722 du code civil.

9° — Le preneur acquittera en sus du loyer ci-après convenu et sans recours ni répétition contre le bailleur, tous les impôts, contributions et taxes auxquels sont ou seront assujettis les lieux loués et les constructions et installations nouvelles, même si ces impôts, contributions et taxes sont légalement ou habituellement à la charge des propriétaires. Cette clause ne mettra cependant pas obstacle à l'octroi au preneur des avantages fiscaux prévus par le code des investissements et le régime fiscal de longue durée.

10° — Le preneur ne pourra en tout ou en partie céder son droit au présent bail ni sous-louer les lieux qui en sont l'objet, sans y avoir été préalablement autorisé expressément et par écrit par le bailleur et par le territoire.

En toute hypothèse, le preneur demeurera solidairement obligé avec ses cessionnaires ou sous-locataires au paiement du loyer ci-après stipulé et à l'entière exécution de toutes les conditions des présentes.

Toute cession ou sous-location faite au mépris des stipulations qui précèdent, sera nulle de plein droit si bon semble au bailleur.

11° — Le preneur acquittera et supportera tous les frais, droits et honoraires des présentes et de toutes formalités consécutives.

Loyer

Outre les conditions qui précèdent, le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel dont le montant sera fixé par le conseil d'administration du port autonome de Papeete selon les taux pratiqués dans la zone portuaire.

Le preneur renonce expressément à se prévaloir des dispositions des articles 24 et 25 du code des investissements institué par délibération n° 66-73 du 20 juin 1966 de l'Assemblée territoriale rendue exécutoire par arrêté n° 2168 AA du 6 juillet 1966.

Il s'oblige à payer ledit loyer au bailleur annuellement et d'avance, le premier terme dans les huit jours à compter de l'entrée en jouissance et les suivants dans les trente jours à compter du début de chaque nouvelle période annuelle du bail.

De convention expresse entre les parties, le loyer ci-dessus stipulé sera sujet à révision tous les trois ans.

Le loyer annuel variera en fonction du prix de l'huile et du tourteau.

Le conseil de gouvernement est habilité à établir la formule de variation.

Clause résolutoire.

A défaut de paiement à son échéance exacte d'un seul terme de loyer ou en cas d'inexécution de l'une quelconque des conditions du bail qui sont toutes de rigueur, le présent bail sera résilié de plein droit si bon semble au bailleur un mois après un simple commandement de payer ou d'exécuter resté infructueux et contenant déclaration par le bailleur de son intention d'user du bénéfice de la présente clause.

Il en sera de même en cas de faillite, liquidation judiciaire ou déconfiture du preneur ou de ses cessionnaires. Dans aucun

cas les créanciers du preneur ou de ses cessionnaires ne pourront exercer les droits de leurs débiteurs résultant des présentes, à moins que le bailleur y consente expressément et par écrit. Dans les cas visés au présent alinéa la résiliation aura lieu huit jours après la notification par le bailleur de sa volonté à cet égard.

Dans tous les cas où la résiliation sera encourue, elle aura lieu de plein droit sans qu'il soit besoin de la faire prononcer en justice, et sans autre formalité qu'une ordonnance de référé prononçant l'expulsion du preneur ou de ses cessionnaires, et réintégrant le bailleur ou ses ayants droit dans la jouissance des lieux loués, sans préjudice du droit pour le bailleur de poursuivre le recouvrement de ce qui pourrait lui être dû et de réclamer tous dommages-intérêts.

Mais le bailleur pourra toujours s'il le préfère, ne pas invoquer la résiliation et réclamer et poursuivre l'exécution du bail et des obligations du preneur.

Fin de bail.

A l'expiration du bail, à quelque époque et de quelque cause qu'elle arrive, y compris dans le cas de résolution pour inexécution des conditions du bail ou de la convention précitée intervenue entre le territoire et le preneur, toutes les constructions achevées ou en cours d'édification, les installations, appareils, ouvrages accessoires, ustensiles et objets mobiliers dépendant de l'huilerie, ainsi que les approvisionnements tant en huile qu'en coprah et tourteau, deviendront sans indemnité, la propriété du territoire.

Condition suspensive.

Le présent bail est fait sous la condition suspensive du transfert au profit du territoire, au plus tard le 31 décembre 1967, des divers emplacements de domaine public de la zone portuaire ressortissant au domaine public de l'Etat, étant ici rappelé que les terre-pleins dont dépend le terrain présentement loué appartiennent actuellement à l'Etat français mais sont en instance de transfert au territoire.

A défaut de réalisation de cette condition dans le délai stipulé, le présent bail serait nul et de nul effet sans qu'il y ait lieu à indemnité de part ni d'autre.

La condition, si elle est réalisée, sera réputée accomplie par le seul fait de la publication au *Journal officiel* du territoire de l'arrêté définissant le transfert.

Autorisation administrative.

Le présent bail est en outre autorisé en tant que de besoin et dans les termes du décret du 25 juin 1934 sur les transferts de propriétés immobilières dans le territoire par le gouverneur soussigné.

Election de domicile.

Il est élu domicile, savoir :

- Par le territoire et le port autonome dans leurs bureaux administratifs respectifs.
- Et le preneur provisoirement en l'étude de Me Lejeune, notaire à Papeete et dès la mise en service de l'huilerie en ses propres bureaux.

DELIBERATION n° 67-58 du 25 mai 1967 portant exonération des droits de sortie sur l'huile de coprah et les tourteaux de coprah.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,
Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création

d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu les décrets n°s 54-1020 du 14 octobre 1954 relatif au régime douanier dans les territoires d'outre-mer et 56-650 du 28 juin 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret précité ;

Vu la délibération n° 59-4 du 16 janvier 1959 portant refonte de la nomenclature douanière ;

Vu la délibération du 20 novembre 1956 de l'assemblée territoriale des Etablissements français de l'Océanie et les textes subséquents ;

Vu la délibération n° 63-55 du 4 juillet 1963 portant modification du régime applicable aux collectivités publiques, organismes de recherches médicales ou scientifiques reconnus d'intérêt public ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française ;

Vu les arrêtés n°s 6 AA du 4 janvier 1967 et 561 AA en date du 22 février 1967, convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu l'avis exprimé par la chambre de commerce et d'industrie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1080 D en date du 19 avril 1967 de M. le gouverneur, chef du Territoire approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 67-89 en date du 23 mai 1967 de la commission des affaires financières, économiques et sociales, de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 25 mai 1967,

Adopte :

Article 1er.— Le tarif des droits fiscaux d'exportation est modifié comme suit :

N° du tarif	Nomenclature	Taux des droits
15-07 A 8 et Ex		
15-07 B 4	Huile végétale de coco.....	ex
Ex 23-04 B	Tourteaux de coprah.....	ex

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Une secrétaire,
Céline OOPA.

Le président,
Jacques TAURAA.

DELIBERATION n° 67-59 du 25 mai 1967 fixant la participation du territoire au capital de "l'Huilerie de Tahiti".

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,
Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création

d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois nos 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 67-56 en date du 25 mai 1967 de l'Assemblée territoriale, habilitant le gouverneur de la Polynésie française à signer, au nom du territoire avec la société "l'Huilerie de Tahiti" une convention concernant l'implantation et l'exploitation d'une huilerie à coprah à Papeete ;

Vu la lettre n° 1086 SG en date du 24 avril 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu les arrêtés nos 6 AA du 4 janvier 1967 et 561 AA en date du 22 février 1967, convoquant l'Assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu le rapport n° 67-89 en date du 23 mai 1967 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 25 mai 1967,

Adopte :

Article 1er.— La participation du territoire au capital de "l'Huilerie de Tahiti" est fixée au minimum à 5 millions de francs Pacifique.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Une secrétaire,

Céline OOPA.

Le président,

Jacques TAURAA.

DÉCISION n° 1984 FT du 16 juin 1967 accordant une subvention.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu les prévisions budgétaires,

DÉCIDE :

Article 1er.— Une subvention de dix mille (10.000) francs est accordée au club océanien de radio.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 43, article 1, exercice 1967.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 16 juin 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le chef du service des finances
et de la comptabilité,

J. PERES.

ARRETE n° 1989 AA/D du 19 juin 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-54 du 2 mai 1967 de la commission permanente de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-54 du 2 mai 1967 de la commission permanente de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, modifiant les articles 145 et 146 de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 19 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 67-54 du 2 mai 1967 modifiant les articles 145 et 146 de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française.

La commission permanente de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois nos 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret n° 54-1020 du 14 octobre 1954 relatif au régime douanier dans les territoires d'outre-mer et 56-650 du 28 juin 1956 portant réglementation d'administration publique pour l'application du décret précité ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu l'avis émis par la chambre de commerce et d'industrie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1031 D en date du 15 février 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 67-78 en date du 2 mai 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 2 mai 1967,

Adopte :

Article 1er.— Les articles actuels 145 et 146 de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Article 145.—

a) L'admission temporaire spéciale en suspension partielle du droit d'entrée et des droits de douane est réservée aux machines, appareils et engins complets importés à titre temporaire par les entreprises de travaux.

1 b) — Il est statué sur les demandes d'introduction :

1°) — Par décision du chef du service des douanes s'il s'agit de matériels d'une valeur unitaire inférieure ou égale à cinq millions de francs CFP.

2°) — Par arrêté du chef du territoire pris en conseil de gouvernement s'il s'agit de matériels d'une valeur unitaire supérieure à cinq millions de francs CFP.

II.— Les demandes d'introduction doivent comporter l'inventaire des machines, appareils et engins complets à importer.

c) — La suspension partielle des droits ne s'applique qu'au droit d'entrée proprement dit et aux droits de douane à l'exclusion de tous autres droits ou taxes.

d) — Le pourcentage des droits suspendus (P) est fonction de la longévité du matériel (L) et de la durée (D) par tranche minimale d'une année, des travaux envisagés sur le territoire douanier, conformément à la formule suivante :

$$P = 100 \left(1 - \frac{D}{L} \right)$$

Article 146.—

Pour bénéficier de l'admission temporaire spéciale en suspension partielle du droit d'entrée et des droits de douane, les sociétés de travaux doivent souscrire un acquit-à-caution par lequel elles s'engagent :

a) — à réexporter ou à constituer en entrepôt les matériels après la durée d'admission temporaire autorisée ou à acquitter le complément des droits correspondant à une nouvelle demande de prorogation des acquits-à-caution ;

b) — à satisfaire aux obligations prescrites par la législation et la réglementation sur l'admission temporaire et à supporter les sanctions applicables en cas d'infraction ou de non-décharge des acquits.

Art. 2.— Il est créé dans la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 un article 146 (bis) ainsi libellé :

Article 146 (bis)

Par dérogation aux articles 145 et 146, la suspension totale des droits et taxes inscrits au tarif d'entrée pourra être accordée aux machines, appareils et engins complets d'une valeur unitaire supérieure à cinq millions de francs CFP et importés par les sociétés de travaux par arrêté du chef du territoire en conseil de gouvernement.

Art. 3.— Par dérogation aux articles 1 et 2 ci-dessus, les matériels utilisés pour la réalisation du marché de l'hôpital de Papeete financé par le FED bénéficieront de la suspension totale des droits et taxes.

Art. 4.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Une secrétaire,

Céline OOPA.

Le président,

Elie SALMON.

DÉCISION n° 1997 FT du 20 juin 1967 accordant une subvention.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les prévisions budgétaires,

DECIDE :

Article 1^{er}.— Une subvention de quatre vingt dix mille francs (90.000) est accordée pour 1967 à l'association des français libres.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 43, article 1, exercice 1967.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 20 juin 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le chef du service des finances
et de la comptabilité,

J. PERES.

ARRÊTÉ n° 2002 AA/D du 21 juin 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-33 du 6 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française :

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-33 du 6 avril 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, accordant l'exonération des droits d'entrée aux objets d'art, de collection et d'antiquité (chapitre 99 du tarif des douanes).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 21 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 67-33 du 6 avril 1967 *accordant l'exonération des droits d'entrée aux objets d'art, de collection et d'antiquité (chapitre 99 du tarif des douanes).*

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret n° 54-1020 du 14 octobre 1954 relatif au régime douanier dans les territoires d'outre-mer et le décret n° 56-650 du 28 juin 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret précipité ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes de la Polynésie française ;

Vu la délibération du 20 novembre 1956 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française et les textes subséquents ;

Vu la délibération n° 59-4 du 16 janvier 1959 portant refonte de la nomenclature douanière ;

Vu l'avis exprimé par la chambre de commerce et d'industrie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la délibération n° 63-55 du 4 juillet 1963 portant modification du régime applicable aux collectivités publiques, organismes de recherches médicales ou scientifiques reconnus d'intérêt public ;

Vu la lettre n° 1053 D en date du 22 mars 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 67-48 en date du 6 avril 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 6 avril 1967,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Le tarif des droits d'entrée est à nouveau modifié comme suit :

N° du tarif	Nomenclature douanière	Taux des droits d'entrée
99-01	Tableaux, peintures et dessins faits entièrement à la main à l'exclusion des dessins industriels du n° 49-06 et des articles manufacturés décorés à la main.....	ex
99-02	Gravures, estampes et lithographies originales	ex
99-03	Productions originales de l'art statuaire et de la sculpture, en toutes matières.....	ex
99-04	Timbres-poste et analogues (entiers postaux, marques postales, etc...) timbres fiscaux et analogues, oblitérés ou bien non oblitérés, mais n'ayant pas cours, ni destinés à avoir cours dans le pays de destination.....	ex
99-05	Collections et spécimens pour collections de zoologie et de botanique, de minéralogie et d'anatomie, objets pour collections présentant un intérêt historique archéologique, paléontologique, ethnographique numismatique.....	ex
99-06	Objets d'antiquité ayant plus de cent ans d'âge.....	ex

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

La secrétaire,

Céline OOPA.

Le président,

Elie SALMON.

ARRÊTÉ n° 2021 TLS du 21 juin 1967 *modifiant l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés de la Polynésie française et l'arrêté n° 1385 IT du 10 octobre 1956 fixant le règlement intérieur de la caisse de compensation des prestations familiales de la Polynésie française.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1385 IT du 10 octobre 1956 fixant le règlement intérieur de la caisse de compensation des prestations familiales de la Polynésie française ;

Vu l'avis exprimé par la commission consultative du travail, en sa séance du 6 juin 1967 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 21 juin 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont annulés :

- le 6^e alinéa de l'article 17 de l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés de la Polynésie française ainsi conçu :

« La veuve du bénéficiaire n'exerçant pas une activité professionnelle continue à percevoir les prestations familiales à condition qu'elle assure la garde et l'entretien des enfants qui étaient à la charge du bénéficiaire décédé ».

- le 5^e alinéa de l'article 7 de l'arrêté n° 1385 IT du 10 octobre 1956 fixant le règlement intérieur de la caisse de compensation des prestations familiales de la Polynésie française ainsi conçu :

« Bénéficie de plein droit des prestations familiales la veuve d'allocataire même si elle n'exerce aucune activité professionnelle et à condition qu'elle assure la garde et l'entretien des enfants qui étaient à la charge de l'allocataire décédé ».

- le 6^e alinéa de l'article 7 de l'arrêté n° 1385 IT du 10 octobre 1956 ainsi conçu :

« Quand il s'agit d'enfants naturels reconnus par les père et mère, le décès de l'allocataire entraîne de plein droit le maintien des prestations familiales au bénéfice de la personne ayant les enfants à charge ».

Art. 2.— Les textes annulés sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le décès de l'allocataire entraîne de plein droit le maintien des prestations familiales au bénéfice de la personne qui, même n'exerçant aucune activité professionnelle, a la charge des enfants légitimes du travailleur ou des enfants naturels reconnus par le travailleur ».

Art. 3.— La date d'application du présent arrêté est fixée au 1^{er} janvier 1967.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete le 21 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 2022 AA du 21 juin 1967 portant classification du district de Tapuamu et déclassement du district de Ruutia (Ile de Tahaa - circonscription des Iles sous-le-vent).

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative

au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1897 portant organisation des conseils de district et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1270 AAT du 6 novembre 1958 fixant les indemnités des présidents des conseils de district de la Polynésie française, modifié par l'arrêté n° 1677 FT du 4 juillet 1961 ;

Vu l'arrêté n° 704 AA/FT du 30 mars 1964 relatif à la rémunération des vice-présidents des conseils de district ;

Vu l'arrêté n° 54/AA du 10 janvier 1964 portant classement de districts de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 285 AA du 24 janvier 1966 créant le district de Tapuamu dans la circonscription administrative des Iles sous-le-vent ;

Vu la décision n° 4 ISLV du 28 mars 1967 déclarant élus les président et vice-président du conseil de district de Tapuamu ;

Vu les nécessités du service ;

Le conseil de gouvernement entendu dans sa séance du 21 juin 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— En application de l'arrêté n° 285 AA du 24 janvier 1966 précité, le district de Tapuamu (Ile de Tahaa) est classé en 3^e catégorie.

Art. 2. — Les dispositions du tableau établi à l'article 1^{er} de l'arrêté n° 54 AA du 10 janvier 1964 susvisé sont modifiées par le classement suivant, en ce qui concerne uniquement la circonscription des Iles sous-le-vent :

Au lieu de :

Ruutia - superficie : 21 km - population 1095 H - Cat. 5^e

Lire :

Ruutia - population 565 H - Cat. 2^e

Art. 3. — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter du 28 mars 1967, date de constatation de prise de fonctions des nouveaux président et vice-président du conseil de district, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete le 21 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 2023 AA du 21 juin 1967 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'amicale du sud-ouest et Pyrénées à Tahiti.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 64-84 du 9 juillet 1964 de l'assemblée territoriale portant réglementation des loteries ;

Vu la lettre présentée par M. Arino, président de l'amicale du sud-ouest et Pyrénées à Tahiti ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 21 juin 1967,

Arrête :

Article 1er.— M. Arino, président de l'amicale du sud-ouest et Pyrénées à Tahiti est autorisé à organiser une loterie au capital de 500.000 francs composé de 1.000 billets à 500 francs l'un dont le produit sera exclusivement destiné aux œuvres sociales de l'amicale.

Art. 2.— Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1er ci-dessus sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Le lot sera une voiture sport 204 Peugeot.

Art. 5.— Le contrôle de la loterie sera assuré par une commission composée de :

M. le chef du service des affaires administratives	Président
M. le président Tauraa Jacques, représentant de l'assemblée territoriale	Membre
M. le trésorier-payeur	»
M. Arino, président de l'amicale du sud-ouest et Pyrénées à Tahiti	»

Art. 6.— Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 5 avant toute émission, à cet effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

- la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- le siège de l'œuvre bénéficiaire ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;
- l'obligation, pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre).

Les billets ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Leur placement sera effectué sans publicité et leur prix ne pourra, en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Art. 7.— Le tirage aura lieu en une seule fois le 28 octobre 1967 à Papeete. Aucune autorisation de report de tirage ne sera plus accordée. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé. Les résultats de la tombola seront publiés au J.O.P.F. au frais de l'amicale.

Art. 8.— Préalablement au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social et les fonds recueillis seront versés à la caisse de M. le trésorier-payeur.

Art. 9.— Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor, avant le tirage des lots, ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 5.

Si, dans le délai de trois mois après la date du tirage de la loterie, les fonds et intérêts n'ont pas été retirés, ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 10.— Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots et les numéros gagnants, ainsi que le procès-verbal du tirage et le compte rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéfices ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 11.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRÊTE n° 204 AA/F du 21 juin 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-62 du 29 mai 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 21 juin 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-62 du 29 mai 1967 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, modifiant le budget de fonctionnement - exercice 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 21 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 67-62 du 29 mai 1967 modifiant le budget de fonctionnement, exercice 1967.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifiée par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu les arrêtés n° 6 AA du 4 janvier 1967 et 561 AA en date du 22 février 1967 convoquant l'assemblée territoriale en session ordinaire ;

Vu la lettre n° 1091 FT en date du 28 avril 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 26 avril 1967 ;

Vu le rapport n° 67-86 en date du 16 mai 1967 de la commission des affaires financières, économiques et sociales ;

Dans sa séance du 29 mai 1967,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Le budget de fonctionnement de l'exercice 1967 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Rub.		En plus
14	1		I - EN RECETTES : Prélèvement sur la caisse de réserve	1.200.000
26	2	1	II - EN DÉPENSES : Service de l'Enseignement - matériel - Enseignement primaire Cantines scolaires	1.200.000

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

La secrétaire,
Céline OOPA.

Le président,
Jacques TAURAA.

ARRÊTÉ n° 2025 AA du 21 juin 1967 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande présentée par M^{me} Winkelstroeter ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 21 juin 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— M^{me} Winkelstroeter est autorisée à installer deux groupes électrogènes de 100 KVA chacun sur un terrain de l'hôtel du Royal Tahitien sis à Pirae. Ces groupes seront anti-parasités et munis d'un échappement silencieux en sol.

Cette autorisation est subordonnée à la mise en place d'un dispositif assurant l'insonorisation maximale de l'établissement.

Art. 2.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé, conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961, du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 2026 AA du 21 juin 1967 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Article 1^{er}.— M^{me} Maoni Teuira est autorisée à installer un groupe électrogène de 6 KVA sur un terrain sis à Teahupoo (terre Teinaina). Ce groupe sera anti-parasité et muni d'un échappement silencieux en sol.

Cette autorisation est subordonnée à la mise en place d'un dispositif assurant l'insonorisation maximale de l'établissement.

ARRÊTÉ n° 2027 AA du 21 juin 1967 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive Samine d'Uturoa.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 64-84 du 9 juillet 1964 de l'assemblée territoriale portant réglementation des loteries, rendue exécutoire par arrêté n° 1971 AA du 19 août 1964 ;

Vu la demande présentée par M. Ah Youn Te Ping, président de l'association sportive Samine d'Uturoa ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 21 juin 1967,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— M. Ah Youn Te Ping, président de l'association sportive Samine d'Uturoa est autorisé à organiser une loterie au capital de 4.500.000 francs composé de 45.000 billets à 100 francs l'un, dont le produit sera exclusivement destiné à l'aménagement d'un terrain de sport dans la propriété de la mission catholique d'Uturoa.

Art. 2.— Est autorisée l'attribution aux vendeurs de billets d'un billet gratuit pour neuf billets vendus.

Art. 3.— Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1^{er} ci-dessus, sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots.

Art. 4.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 5.— Les lots seront les suivants :

1 ^{er} lot :	1.000.000 francs
2 ^e lot :	500.000 »
3 ^e au 5 ^e lot :	100.000 »
6 ^e au 8 ^e lot :	50.000 »
9 ^e et 10 ^e lot :	25.000 »

Art. 6.— Le contrôle de la loterie sera assuré par une commission composée de :

M. le chef de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent	président,
M. le trésorier-payeur,	membre,
M. Ah Youn Te Ping, président de l'association sportive Samine.	»

Art. 7.— Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 6 avant toute émission, à cet effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

- la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- le siège de l'œuvre bénéficiaire ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;

- l'obligation, pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre).

Les billets ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Leur placement sera effectué sans publicité et leur prix ne pourra, en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Art. 8.— Le tirage aura lieu en une seule fois le 11 novembre 1967 à Uturoa. Aucune autorisation de report de tirage ne sera plus accordée. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé. Les résultats de la tombola seront publiés au J.O.P.F. au frais de l'association.

Art. 9.— Préalablement au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social et les fonds recueillis seront versés à la caisse de M. le trésorier-payeur.

Art. 10.— Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor, avant le tirage des lots, ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 6.

Si, dans le délai de trois mois après la date du tirage de la loterie, les fonds et intérêts n'ont pas été retirés, ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 11.— Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots et les numéros gagnants, ainsi que le procès-verbal du tirage et le compte rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéfices ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 12.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 juin 1967.

Pour le gouverneur en mission :

Le secrétaire général,
R. LANGLOIS.

ERRATUM à la décision n° 1412 PEL du 27 avril 1967 relative à l'ouverture d'un concours pour l'entrée au cours normal.

Article 2.—

Au lieu de :

Les candidats seront *placés*.....

Lire :

Les candidats seront *classés*.....

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

FONCTION PUBLIQUE

Par arrêté n° 1557 PEL du 31 mai 1967.— Mme Cridland Henriette, commis de 4^e échelon, catégorie D, du corps des commis du cadre territorial, précédemment en position de congé pour affaires personnelles, est placée sur sa demande en position de disponibilité pour convenances personnelles pour une durée de trois mois à compter du 1^{er} juillet 1967.

Par arrêté n° 1812 PEL du 5 juin 1967.— M. Porlier André, instituteur de 2^eme échelon, échelle 1B, catégorie B du corps des instituteurs du cadre territorial, placé précédemment en position de disponibilité depuis le 31 janvier 1967, est réintégré dans les cadres à compter du 16 mai 1967.

Pour compter de la même date, M. Porlier André est remis à la disposition du chef du service de l'enseignement pour servir à l'école de Faava.

Par décision n° 1871 PEL du 7 juin 1967.— M. Jacques Berthelot, officier de police-adjoint de 2^e classe, 6^e échelon de la sûreté nationale, embarqué à Paris sur l'avion de la com-

pagnie UTA du 26 mai 1967 et arrivé à Papeete le 27 mai 1967, est mis à la disposition du chef du service de la sûreté.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 3121, article 4.

Par arrêté n° 1926 PEL du 13 juin 1967.— Les dispositions de l'arrêté n° 1387 Pel du 22 avril 1966 prorogeant la mise en disponibilité accordée à Mme Pastor Thérèse, commis de 6ème échelon du cadre territorial de la Polynésie française, sont rapportées.

Par arrêté n° 1947 PEL du 14 juin 1967.— M. Gaudillot Claude, ingénieur en chef de classe exceptionnelle du corps autonome de l'agriculture, précédemment chef du service de l'agriculture et des eaux et forêts, est nommé à compter du 2 mai 1967, chef du service de l'économie rurale.

— Imputation : budget de l'Etat, chapitre 4191 - article 11.

Par arrêté n° 1948 PEL du 14 juin 1967.— M. Domard Jean, vétérinaire-inspecteur de classe principale du corps autonome de l'élevage et des industries animales, précédemment chef du service de l'élevage, de la pêche et des industries animales, est nommé, à compter du 2 mai 1967, chef du service des pêches.

— Imputation : budget de l'Etat, chapitre 4191 - article 11.

Par arrêté n° 1950 PEL du 15 juin 1967.— Mme Malinowski Mina, agent d'exploitation de 3e échelon, catégorie C, du corps des agents d'exploitation des Postes et Télécommunications du cadre territorial, est placée sur sa demande, en position de disponibilité pour une durée d'un an à compter du 16 juin 1967.

* * *

AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par décision n° 1897 AA du 12 juin 1967.— Le nommé Florès Araia est autorisé à séjourner à Tahiti pour une durée maximale de un mois devant expirer, au plus tard, le 13 juillet 1967 date à laquelle il devra avoir quitté Tahiti.

* * *

AFFAIRES ECONOMIQUES

Par arrêté n° 1942 AE du 14 juin 1967.— La liste des membres du comité de gestion de la caisse de stabilisation des prix du coprah de la Polynésie française, désignés pour une période de deux ans, est arrêtée comme suit :

— Représentants des intérêts généraux :

MM. Gaudillot Claude, chef du service de l'agriculture, représentant de l'administration,

Coppenrath Gerald, conseiller à l'assemblée territoriale désigné par cette assemblée,

Lehartel Charles, conseiller à l'assemblée territoriale désigné par cette assemblée,

— Représentants des producteurs :

MM. Laughlin Hugh, représentant désigné par la chambre d'agriculture et d'élevage,

Walker Clet, représentant désigné par la chambre d'agriculture et d'élevage,

Faugerat Paul, producteur désigné par le gouverneur.

— Représentants des exportateurs :

MM. Malardé Yves, exportateur désigné par le groupement des exportateurs de coprah,

Gallois Henri, exportateur désigné par le groupement des exportateurs de coprah,

Hervé Robert, exportateur désigné par le gouverneur.

* * *

ENSEIGNEMENT

Par décision n° 1807 E/IA du 5 juin 1967.— Pour compter du 17 avril 1967 M. Pierre Plusquellec titulaire du baccalauréat et d'un titre étranger, déclaré équivalent au C.E.L.G., est autorisé à enseigner dans les classes du second degré du collège La Mennais, en remplacement de M. Yves Duval.

* * *

FINANCES TERRITORIALES

Par arrêté n° 1783 FT du 1er juin 1967.— M. Rives trésorier-payeur de la Polynésie française est désigné comme agent comptable du comité territorial des fêtes.

Par décision n° 1808 FT du 5 juin 1967.— Le professeur Doumenge, spécialiste de la pêche en mission dans le Pacifique est invité à venir dans le territoire pour participer à la mission d'études entreprise par la S.C.E.T.

Les frais de voyage Nandi-Papeete-Nandi sont pris en charge par le territoire.

Imputation : budget local, chapitre 29, article 1, exercice 1967.

Les frais de séjour en Polynésie française, y compris les frais de déplacement intérieurs éventuels, sont également pris en charge. Imputation : budget local, chapitre 29, articles 1 et 2.

Par décision n° 1835 FT du 5 juin 1967.— La commission de réforme des fonctionnaires tributaires du régime spécial du décret du 21 avril 1950 se réunira le 6 juin 1967 pour statuer sur le cas de M. Hamblin Samuel, sous-agent de 11e échelon du corps territorial des sous-agents de la Polynésie française, décédé en activité de service le 7 mars 1967.

* * *

GENDARMERIE

Par décision n° 1802 GEND du 5 juin 1967.— Outre les missions qui lui sont dévolues par son arme et qui restent primordiales, le maréchal des logis-chef Kerlidou Jacques, assurera, sous le contrôle et l'autorité de l'administrateur, chef de la circonscription des îles Sous-le-Vent, les fonctions de :

— Chef de poste administratif — en l'absence de l'administrateur — des îles de Raiatea, Tahaa, Mopelia, Scilly, et Bellingshausen, avec résidence à Uturoa, île de Raiatea

— Chargé de la douane

— Commissaire de police avec contrôle sur les agents de police de sa circonscription

— Maître de port et syndic de la navigation

— Porteur de contraintes

— Régisseur de la caisse d'avances pour le paiement des salaires des ouvriers à solde journalière d'Uturoa.

Le maréchal des logis-chef Kerlidou pourra prétendre aux diverses indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le maréchal des logis-chef Kerlidou, Jacques, prendra ses fonctions à compter de la date de passation de service avec son prédécesseur.

* * *

INSPECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par décision n° 1635 IAA du 24 mai 1967.— M. l'officier des équipages de 1^{re} classe Guillas est désigné pour exercer les fonctions d'officier de port à Hao.

M. l'officier en chef des équipages Dumontheil est désigné pour exercer les fonctions d'officier de port à Moruroa et à Fangataufa.

Dans les eaux territoriales des îles et atolls définis par l'article 1^{er} de l'arrêté n° 1617 IAA/MM du 23 mai 1966, les pouvoirs dévolus au gouverneur de la Polynésie française en ce qui concerne la navigation maritime seront exercés, jusqu'à nouvel ordre, sous sa responsabilité et son contrôle, par :

— M. le capitaine de vaisseau Ludwig, commandant le C.A.A. "De Grasse",

— M. le capitaine de frégate Herbert, commandant l'A.E. "E.V. Henry",

— M. le capitaine de frégate Besnaud, commandant l'A.E. "Doudart de Lagrée",

— M. le lieutenant de vaisseau Montluçon, commandant le dragueur "La Dunkerquoise",

— M. le lieutenant de vaisseau Gravelin, commandant le dragueur "La Bayonnaise".

Les dispositions de la décision n° 2230 IAA/MM du 11 juillet 1965 sont abrogées.

Par décision n° 1743 IAA du 30 mai 1967.— La liste des agents habilités, par décision n° 1635 IAA du 24 mai 1967, à exercer les fonctions dévolues au gouverneur de la Polynésie française est complétée comme suit.

— M. le capitaine de frégate Tutenuit, commandant le TCD "Ouragan",

— M. le capitaine de corvette Crousle, commandant le BSL "Garonne".

* * *

SANTÉ

Par décision n° 1435 S du 28 avril 1967.— Le médecin-colonel Poyet, chef du service de santé de la Polynésie française, est nommé président de la commission administrative de l'école territoriale d'infirmiers et infirmières, en remplacement du médecin-colonel Thénos.

Le docteur Malardé, directeur de l'institut de recherches médicales, est nommé membre de la même commission, en remplacement du médecin-colonel Laigret.

Le médecin-colonel Genet, médecin-chef de l'hôpital, est nommé membre de la même commission.

* * *

TRAVAIL ET LEGISLATION SOCIALE

Par décision n° 1528 TLS du 10 mai 1967.— Une réquisition de passage Papeete-Paris en classe touriste par liaison aérienne UTA quittant Papeete le 12 mai 1967 sera délivrée à mademoiselle Teihotua Stella, évacuée sanitaire.

Les frais d'hospitalisation, de traitement en Métropole et de rapatriement de l'intéressée seront pris en charge par le territoire.

Mlle Teihotua Stella bénéficiera avant son départ d'un viatique de huit mille francs.

Par décision n° 1588 TLS du 18 mai 1967.— Une réquisition de passage Papeete-Paris via Los-Angeles en classe touriste par liaison aérienne UTA quittant Papeete le 19 mai 1967 sera délivrée à Madame Tupuaitua Agnès, évacuée sanitaire.

Les frais d'hospitalisation et de traitement en Métropole de l'intéressée ainsi que ses frais de rapatriement seront pris en charge par le territoire.

La dépense est imputable au budget local, chapitre 46, article 3.

Par décision n° 1767 TLS du 31 mai 1967.— Une réquisition de passage Papeete-Paris en classe touriste par liaison aérienne UTA quittant Papeete le 2 juin 1967 sera délivrée à M. Taamino Teina, évacué sanitaire.

Les frais d'hospitalisation, de traitement et de rapatriement de l'intéressé seront pris en charge par le territoire.

Une réquisition de passage Papeete-Paris en classe touriste par liaison aérienne UTA quittant Papeete le 2 juin 1967 sera délivrée à M. Otui Ovira, évacué sanitaire.

Les frais d'hospitalisation, de traitement en Métropole et de rapatriement de l'intéressé seront pris en charge par le territoire.

Une réquisition de passage Papeete-Paris en classe touriste par liaison aérienne UTA quittant Papeete le 2 juin 1967 sera délivrée au bénéfice de l'enfant Poroi Gérard, évacué sanitaire.

Les frais d'hospitalisation, de traitement en Métropole et de rapatriement de l'intéressé seront pris en charge par le territoire.

La dépense est imputable au budget du territoire, chapitre 46, article 3.

Par décision n° 1785 TLS du 1^{er} juin 1967.— Un secours mensuel non remboursable d'un montant de sept mille cinq cents francs est accordé pour l'année 1967 à Monsieur Clark Albert de Papeete à compter du 1^{er} mai 1967.

Un secours exceptionnel non remboursable d'un montant global de dix mille francs est accordé à Monsieur Mahiti a Mahiti, originaire de Reao et actuellement à Faavae.

Un secours exceptionnel non remboursable d'un montant de dix mille francs est accordé à Madame Taaroaefa Vahinetau originaire de Maharepa actuellement hospitalisée à Papeete.

La dépense est imputable au budget du territoire, chapitre 46, article 3.

Par décision n° 1857 TLS du 7 juin 1967.— Une réquisition de passage Papeete-Paris en classe touriste par liaison aérienne UTA quittant Papeete le 9 juin 1967 sera délivrée à Madame Ariitai Marthe, évacuée sanitaire.

Les frais d'hospitalisation, de traitement et de rapatriement de l'intéressée seront pris en charge par le territoire.

La dépense est imputable au budget du territoire, chapitre 46, article 3.

AVIS OFFICIELS

TABLEAU RECAPITULATIF DES PRIX DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION
ANNEES 1964 - 1965 - 1966

Matériaux	Unité	1 trim. 1964	2 trim. 1964	3 trim. 1964	4 trim. 1964	1 trim. 1965	2 trim. 1965	3 trim. 1965	4 trim. 1965	1 trim. 1966	2 trim. 1966	3 trim. 1966	4 trim. 1966
Ciment CPA	T.	3.309	3.297	3.308	3.366	3.424	3.482	3.540	3.600	3.667	3.734	3.801	3.867
Pers ronds	Kg.	16,53	15,56	16	16,35	16,70	17,05	17,40	17,75	17,36	16,96	16,56	16,16
Aciers laminés	Kg.	18,15	18,24	18,33	19,06	19,79	20,52	21,25	22	21,25	20,50	19,75	19
Tôles ondulées galvanisées	Kg.	33	33	33,90	33,77	33,64	33,51	33,38	33,25	33,56	33,87	34,18	34,50
Bois de sapin ordinaire	M3.	7.000	7.000	7.000	6.999	6.997	6.995	6.993	6.992	7.070	7.148	7.226	7.306

CIRCONSCRIPTION DES ILES DU VENT

Conformément à l'arrêté n° 960 AA du 25 juin 1954 réglementant la cueillette des oranges dans la vallée de Punaruu et sur proposition du conseil de district de Punaauia, la saison de cueillette de 1967 est ouverte pour compter du 20 juin 1967.

L'administrateur des Iles du Vent,
G. PUJOL.

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

PAYS	DEVICES	COURS EN FRS PACIF.
ETATS-UNIS.....	1 dollar U.S.A.	89,17
CANADA.....	1 dollar canadien	82,57
COTE FRANÇAISE DES SOMA- LIS.....	1 fr Djibouti	0,42
MEXIQUE.....	1 peso mexicain	7,14
ALLEMAGNE OCCIDENTALE.....	1 deutsch mark	22,42
AUTRICHE.....	1 schilling	3,45
BELGIQUE.....	1 franc belge	1,80
DANEMARK.....	1 couronne danoise	12,87
GRANDE BRETAGNE.....	1 Livre sterling	248,77
ITALIE.....	100 liras	14,28
NORVEGE.....	1 couronne norvég.	12,48
PAYS-BAS.....	1 florin	24,75
PORTUGAL.....	1 escudo	3,12
SUEDE.....	1 couronne suéd.	17,32
SUISSE.....	1 franc suisse	20,66
TCHÉCOSLOVAQUIE.....	1 couronne tchéco.	—
MAROC.....	1 dirham	17,74
TUNISIE.....	1 dinar	170,98
AUSTRALIE.....	1 dollar	99,28
HONG-KONG.....	1 dollar	15,57
INDES.....	1 roupie	—
NOUVELLE-ZELANDE.....	1 livre	247
JAPON.....	1 yen	—
FIDJI.....	1 livre	—

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^{re} GUILPAIN-LEGRAS, Avocats-Défenseurs

VENTE SUR SAISIE-IMMOBILIERE

Il sera procédé le vendredi 28 juillet 1967, à 8 heures, 30 du matin, en l'audience des saisies-immobilières du Tribunal Civil de Papeete, séant au Palais de Justice de ladite Ville, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur, des biens ci-après :

LOT UNIQUE

1 — Une parcelle de l'ancien Domaine LAMOTTE sise à PIRAE quartier de Fautaua, d'une superficie de quatre cent trente cinq mètres carrés, bornée : au Nord par la route de ceinture sur dix sept mètres ; au Sud par le surplus de la propriété de Monsieur Julien CHECHILLOT sur dix sept mètres ; à l'Est par la propriété de Monsieur Francis FULLER sur vingt six mètres ; à l'Ouest par la propriété de M. Julien CHECHILLOT sur vingt cinq mètres.

2 — Les constructions qui sont édifiées sur cette parcelle de terre consistant en une maison d'habitation et ses dépendances. Ainsi que le tout existe, s'étend et comporte avec ses aisances et dépendances, sans aucune exception ni réserve.

Ladite vente est diligentée en exécution d'un commandement de Maître Richard MAI, huissier à PAPEETE, du cinq Avril mil neuf cent soixante sept, transcrit au Bureau des Hypothèques de PAPEETE, le sept du même mois - Volume 12 n° 51.

Elle est poursuivie à la requête de Monsieur Réginald BRANDER, Agent de Bourse, demeurant à SAN FRANCISCO, Californie, créancier en vertu d'une reconnaissance de dette passée devant Me LEJEUNE notaire à PAPEETE, le 5 Février 1951.

Elle aura lieu le jour sus-indiqué en présence ou eux dûment appelés de :

1 — Monsieur Marcel BRANDER, entrepreneur, demeurant à PIRAE, quartier de Fautaua.

Pris tant en son nom personnel qu'au nom et comme tuteur de ses enfants mineurs : LEONE née à Papeete, le 11 Décembre 1946 et EVELYNE, née à Pirae, le 16 Octobre 1949.

2 — Madame Josette BRANDER, née à Papeete, le 28 Mai 1933, épouse de M. Charles TEHAHE, demeurant à Arue P.K. 3,500.

Prise tant en son nom personnel qu'au nom et comme subrogée tutrice des mineurs sus-nommées.

3 — Madame Jeanine BRANDER, née à Papeete, le 20 Décembre 1936, épouse de M. Emile PETIT, demeurant à Papeete, rue des Poilus Tahitiens (Immeuble Assand).

4 — Madame Odile BRANDER, née à Papeete, le 18 Janvier 1938, divorcée de Monsieur BALDWIN BAMBRIDGE, demeurant à Papeete, quartier de Fariipiti (Immeuble Cridland).

5 — Mademoiselle Nicole BRANDER, née à Papeete, le 23 Septembre 1939, célibataire, demeurant à Paea.

6 — Monsieur Philippe BRANDER, né à Papeete, le 28 Octobre 1941, Directeur de l'école de Tapuana, Tiva, île Tahaa.

7 — Monsieur Jean-Claude BRANDER, né à Papeete, le 16 Décembre 1942, employé aux Dragages, demeurant à Faaa, quartier Van Bastolaer.

8 — Mademoiselle Thérèse BRANDER, née à Papeete, le 29 Janvier 1945, infirmière à l'Hôpital, demeurant à Papeete, immeuble Brown (au-dessus du Bar Armand).

Ces sept derniers pris en leur qualité d'héritiers avec les mineurs LEONE et EVELYNE, sus-nommées, de leur mère Madame Elisa BRANDER, décédée, épouse de Monsieur Marcel BRANDER, laquelle était débitrice solidaire avec son mari, à l'acte de reconnaissance de dette sus-énoncé.

Le cahier des charges pour parvenir à la vente a été déposé le 10 Mai 1967 au Greffe du Tribunal Civil de Papeete où on peut en prendre connaissance, et lecture en a été donnée le 23 Juin 1967 à l'audience dudit Tribunal après sommations faites conformément à la loi.

MISE A PRIX

Les enchères seront ouvertes sur la mise à prix de QUATRE CENT QUARANTE UN MILLE DIX FRANCS : 441.010 Frs

Il est déclaré, conformément aux dispositions de l'article 399 du Code de Procédure Civile de la Polynésie Française, que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur l'immeuble saisi, pour raison d'hypothèques légales, devront requérir cette inscription avant la transcription du jugement d'adjudication.

La présente vente a été autorisée par décision administrative n° 605 du 23 Février 1967.

Fait et rédigé à PAPEETE le 23 Juin 1967.

par Me GUILPAIN, défenseur-poursuivant.

R. GUILPAIN.

Etude de Me Jean SOLARI — Notaire à PAPEETE

PUGIN, DANIEL & LEONE

" LA PIZZERIA "

Société en Nom collectif au capital de 1.500.000 francs,

Siège : PAPEETE

Suivant acte reçu par Me Louis RABU, notaire par intérim, suppléant Me Jean SOLARI, notaire à la résidence de PAPEETE, titulaire en congé, le 23 Mai 1967, il a été constitué, entre :

— Monsieur Gérard Pierre PUGIN, commerçant, demeurant à Pirae,

— Monsieur Théodore José Félix DANIEL, commerçant, demeurant à Pirae,

— Et Monsieur Armand LEONE, commerçant, demeurant à Pirae,

Sous la raison sociale "PUGIN, DANIEL & LEONE" et la raison de commerce "LA PIZZERIA", une société en nom collectif, au capital de Un million cinq cent mille francs, ayant son siège à PAPEETE et pour objet, la création et l'exploitation d'un fonds de commerce de restaurant-bar et plus spécialement dégustation de fruits de mer et Pizzeria.

La durée de la société a été fixée à 50 années à compter du jour de l'acte.

Les associés ont effectué uniquement des apports en numéraires.

La société est administrée par les 3 associés en qualité de gérants, qui ont seuls la signature sociale, et jouissent vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de son objet.

La société ne sera pas dissoute par le décès, de l'un des associés et continuera entre les associés survivants et les héritiers, ayants-droit et éventuellement le conjoint commun en biens de l'associé décédé.

Il a en outre, été stipulé qu'en cas de cession de part d'intérêt à un tiers, le cédant ne demeurerait responsable que du passif antérieur à la publication de la cession dans un journal d'annonces légales.

Deux expéditions dudit acte ont été déposées au Greffe des Tribunaux de PAPEETE, le 15 juin 1967.

Pour extrait et mention :

Jean SOLARI — Notaire.

Etude de M^e G. COPPENRATH

Avocat-Défenseur

Papeete

D'un jugement rendu contradictoirement entre les parties par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le 3 février 1967, enregistré et signifié.

Entre : Madame Fernande VALARD, demeurant à Papeete, Tahiti, ayant M^e COPPENRATH, pour Avocat-Défenseur.

Et : Monsieur Jean Claude BESSON, demeurant à Papeete, Tahiti.

Il appert que le divorce d'entre les époux BESSON-VALARD a été prononcé aux torts de l'époux.

Pour extrait :

G. COPPENRATH.

Etude de M^e R.E. BAMBRIDGE

Avocat-Défenseur

Assistance Judiciaire

(Décision du 20/7/66.)

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le vingt et un octobre mil neuf cent soixante six, enregistré et signifié.

Entre : Madame Moetarauria TETUAUMERE, demeurant propriété Russel à Taunoa, *nantie de l'assistance judiciaire par décision du 20 juillet 1966, ayant M^e BAMBRIDGE pour avocat-défenseur.*

Et : le sieur Tehahepereoo ATIU, demeurant à Faaa-Pamatai.

Il appert que le divorce d'entre les époux ATIU-TETUAUMERE a été prononcé aux torts du mari.

Pour extrait :

R. E. BAMBRIDGE.

Etablissements Lee Sou

Société en nom collectif

Capital : 2.100.000 frs.

Siège social : Papeete

Suivant acte sous seing privé en date du 29 mai 1967, enregistré à Papeete le 8 juin 1967 vol. 74 folio 49 n° 524, il a été constitué une société en nom collectif entre :

1) Monsieur Tsong Taatarii Zélong, demeurant à Papeete, Rue Bonnard.

2) Monsieur Tsong Alvane, demeurant à Papeete, Rue Bonnard.

3) Monsieur Tsong Victor, demeurant à Papeete, Rue Bonnard, tous trois de nationalité française.

La société a pour objet la réparation et la vente de tous appareils et matériels électroniques et électriques, ainsi que toutes opérations commerciales se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

La raison sociale est : Etablissements Lee Sou.

La durée de la société a été fixée à 20 années à compter du 1^{er} janvier 1967.

Le capital fixé à 2.100.000 frs a été entièrement versé.

La société est administrée par un gérant : Monsieur Tsong Taatarii Zélong.

Deux originaux des Statuts ont été déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Papeete le 15 juin 1967.

Le Gérant,

Tsong Taatarii Zélong.

ANNONCES DIVERSES**TE ORA**

Caisse de secours et d'entraide tahitienne

EXTRAIT DES STATUTS**TITRE I****FORME - BUT - DENOMINATION - SIEGE - DUREE**

Article 1^{er}. — Il est formé, entre les personnes qui adhèrent aux présents statuts et remplissent les conditions ci-après

fixées, une association régie par la loi du premier juillet mil neuf cent un et par les présents statuts.

Article 2. — Cette association a pour but de :

- Etudier tous les moyens pour venir en aide aux membres et faire toutes suggestions pour améliorer leur sort et les pousser dans la voie du progrès social.

- Accueillir les membres et leur fournir tous renseignements et informations pour les démarches à faire pour leurs affaires.

- Conserver et faire connaître l'esprit tahitien.

- Veiller à la continuité des réalisations antérieures.

- Organiser des fêtes et concours pour rechercher les fonds nécessaires à la caisse de l'association.

- Venir en aide aux nécessiteux, secourir les familles endeuillées.

- Rechercher, étudier et présenter toutes doléances qui pourront améliorer le sort des populations tahitiennes en attirant l'attention des pouvoirs publics.

Article 3. — La dénomination de l'association est : TE ORA «Caisse de secours et d'entraide tahitienne».

Article 4. — Son siège est à Papeete, Quai Bir-Hakeim.

MEMBRES DU BUREAU (élus le 3 juin 1967)

Président	: DEGAGE Adrien
Président-adjoint	: CASTELLANI André
Secrétaire	: GOBRAIT Fletters
Secrétaire-adjoint	: URIMA Tetu
Trésorier	: OTCENASEK Joseph
Trésorier-adjoint	: TEHUAITU Teoroi

Cette association a été déclarée à monsieur le gouverneur, chef du territoire. - Récépissé n° 3205 AA du 16 juin 1967.

ASSOCIATION DES FRANCAIS LIBRES

Section de Polynésie

COMPOSITION DU BUREAU pour l'exercice 1967-1968 :

Président	: Jean Roy BAMBRIDGE
1 ^{er} Vice-président	: Walter GRAND
2 ^e Vice-président	: Pierre FROGIER
Secrétaire	: Claude VASCHALDE
Trésorier	: Dr TOURNEUX
Secrétaire-adjoint	: Lysis LAVIGNE
Trésorier-adjoint	: Michel VILLAR
Porte-drapeau	: Tamata MAURITUA
Porte-drapeau suppléant	: Marama TAIHOROPUA

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE**Arrêté n° 4158 TP**

portant établissement du cahier des clauses administratives générales concernant les marchés passés au nom du territoire de la Polynésie française (du 14 décembre 1966)

Prix : 100 francs